

L'économie circulaire, comment tendre vers le « zéro déchet »

Le plan régional de prévention
et de gestion des déchets, un
outil au service de l'économie
circulaire

Intervenant : Julien Koesten

Service : IDDEE

Date : 27 septembre 2017

Crédit photo : Arnaud Bouissou/MEEM



PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Hauts-de-France

www.developpement-durable.gouv.fr

Principes généraux sur la planification des déchets



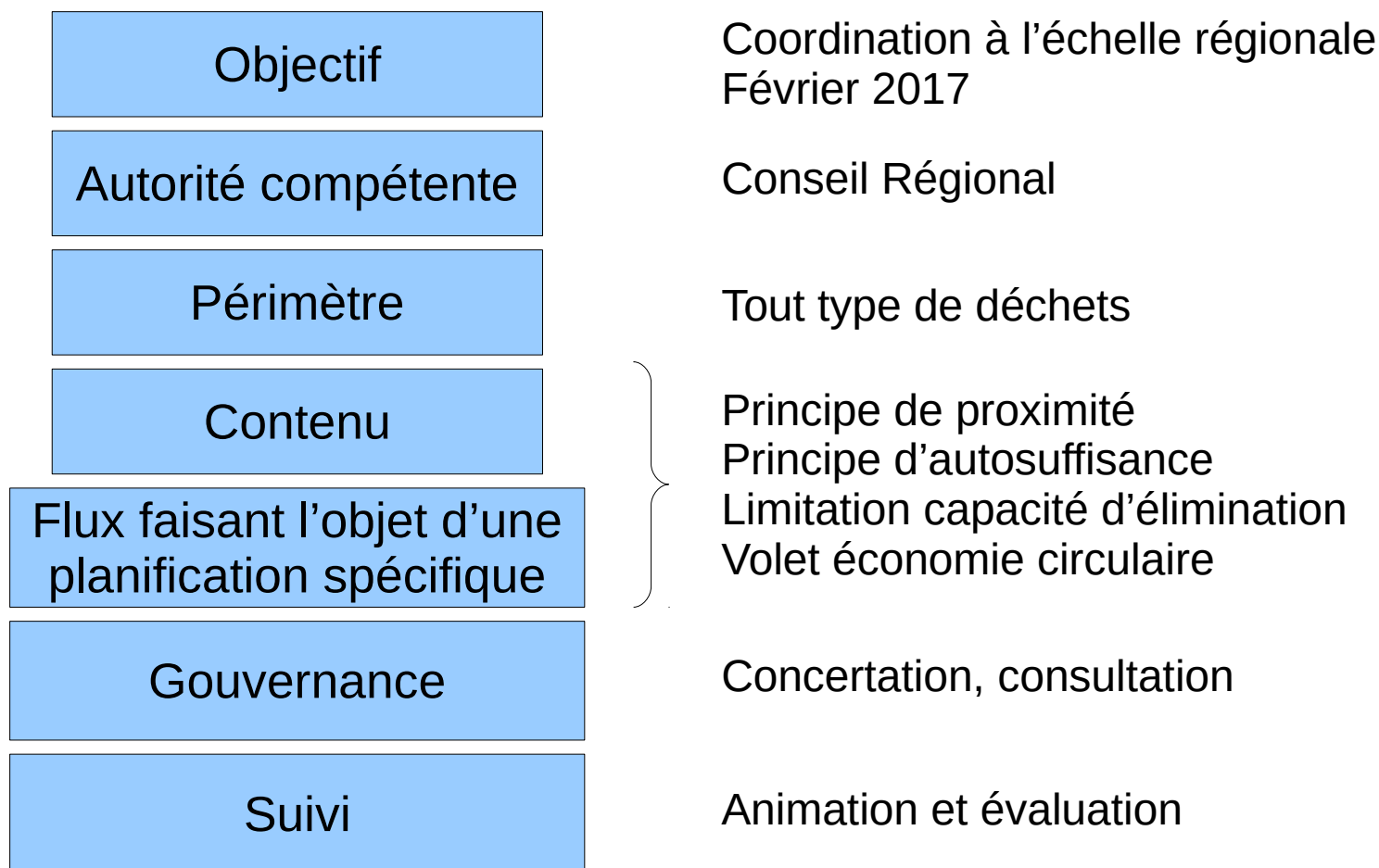
PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

Un outil pour contribuer à des objectifs réglementaires

- Cadre européen :
 - **Paquet européen de décembre 2015 sur l'économie circulaire,**
 - **Directive cadre déchets (2008/98/CE)** en cours de modification,
 - Directives sectorielles sur les **équipements électriques et électroniques (EEE)**, les **véhicules hors d'usage (VHU)**, les **emballages**, etc.
- Décliné dans la réglementation nationale, et plus récemment dans :
 - Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant **nouvelle organisation territoriale de la République**
 - Loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la **transition énergétique pour la croissance verte**
 - Décret n°2016-811 du 17 juin 2016 relatif au **plan régional de prévention et de gestion des déchets**

... composé des volets suivants

- Aboutir à un diagnostic territorial partagé de la gestion des déchets et anticiper son évolution à horizon 6 et 12 ans



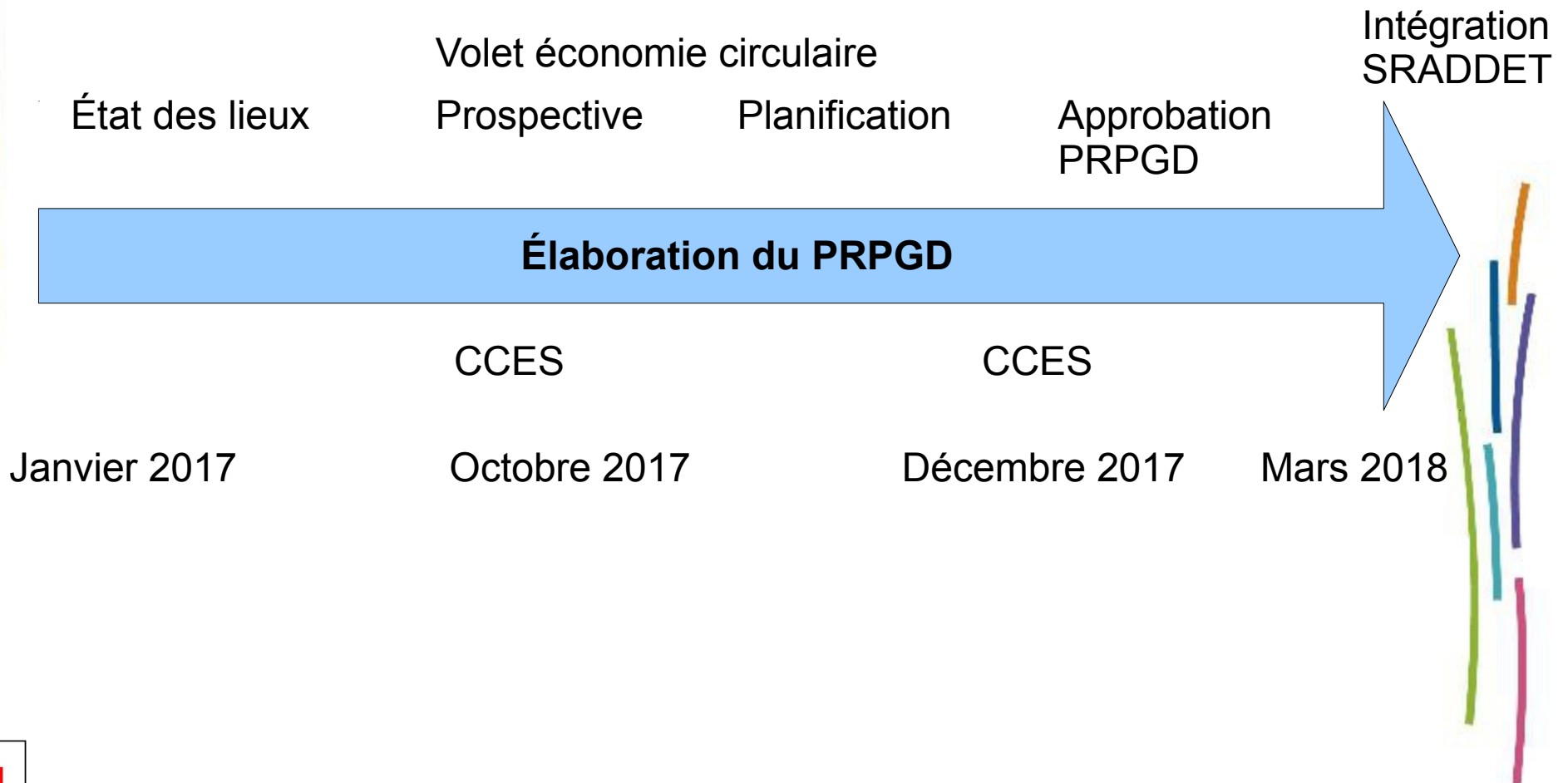
... contribuant à l'atteinte d'objectifs environnementaux (1/2)

- Prévention des déchets :
 - Diminution de **10 % de la quantité de déchets ménagers et assimilés** (DMA) produite en 2020 (par rapport à 2010),
 - Réduction de la quantité de **déchets d'activités économiques** (DAE) produite, notamment dans le secteur du BTP,
 - Lutte contre les pratiques d'**obsolescence programmée** des produits (extension de la garantie d'usage, information des consommateurs, création d'un délit),
 - Promotion du **réemploi** et de la **réutilisation** notamment grâce aux filières de responsabilité élargie des producteurs.

... contribuant à l'atteinte d'objectifs environnementaux (2/2)

- Gestion des déchets :
 - Objectif de valorisation matière et organique pour les **déchets non dangereux non inertes** porté à **55 % en 2020 et 65 % en 2025**,
 - **Réduction des capacités de stockage** de ces déchets de **30 % en 2020 et de 50 % en 2025** par rapport aux quantités admises en 2010,
 - Extension des consignes de tri à tous les emballages d'ici à 2022,
 - **Valoriser sous forme de matière 70 % des déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics en 2020**,
 - Réduire de 50 % les quantités de produits manufacturés non recyclables mis sur le marché avant 2020.

Calendrier prévisionnel



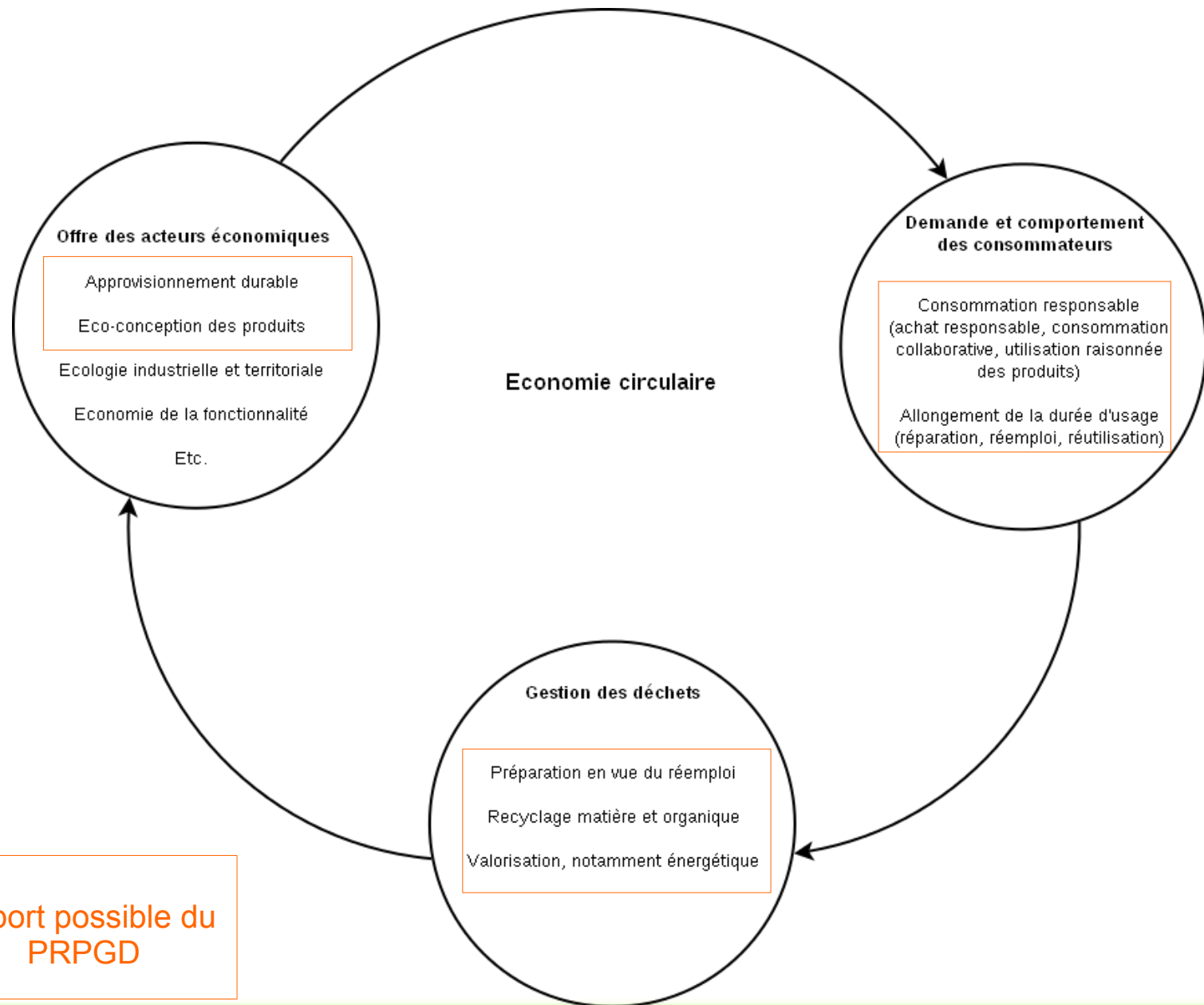
Focus sur le volet économie circulaire du plan



PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

Définition de l'économie circulaire

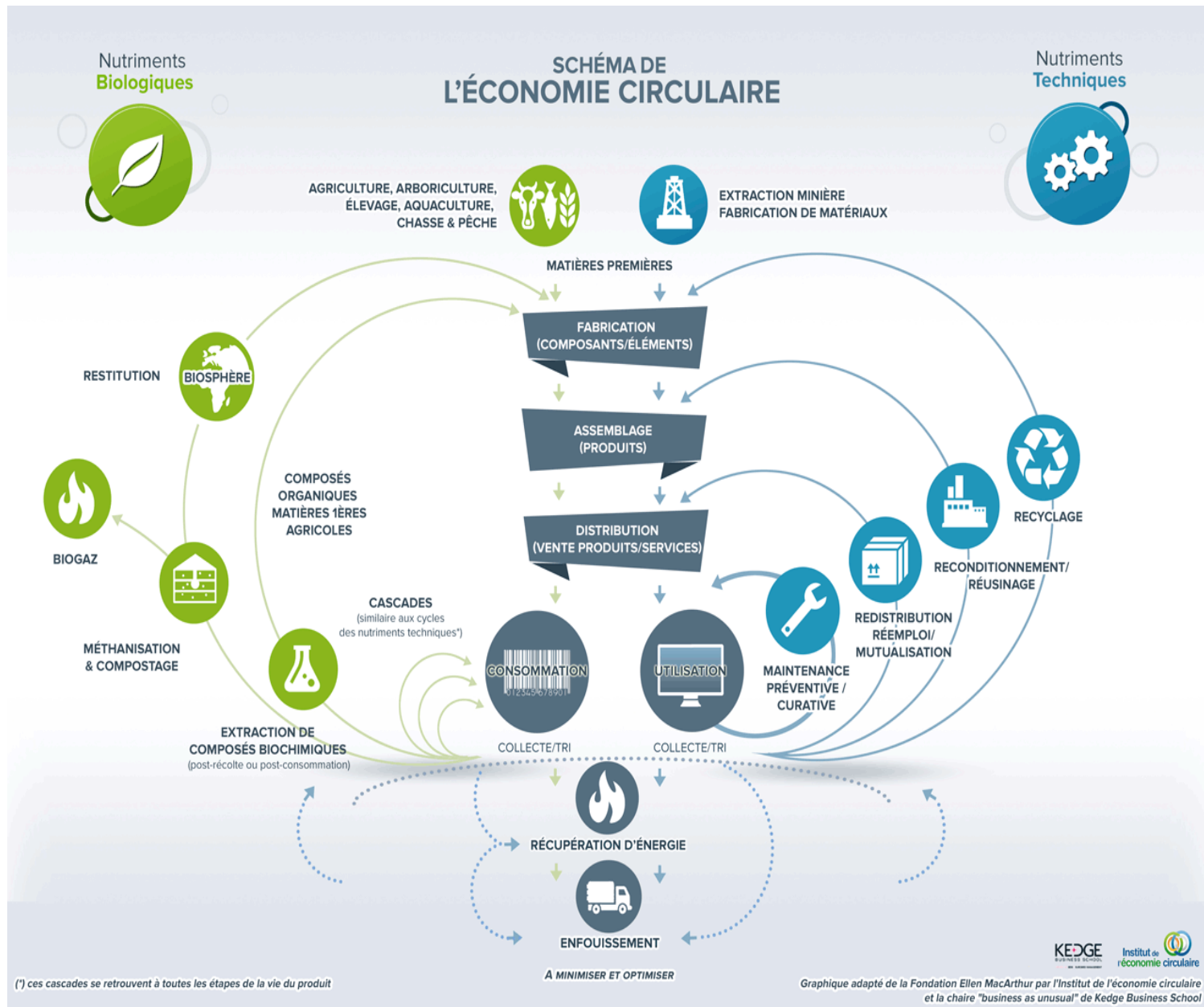
(article L.110-1-1 du code de l'environnement)



Apport possible du
PRPGD

Réduire au maximum l'élimination

Qui est fréquemment représentée de la manière suivante :



Comment le PRPGD peut contribuer à la promotion de l'économie circulaire

- Rassembler les parties prenantes et **consolider/créer des dynamiques locales sur l'économie circulaire**,
- S'interroger sur la façon dont **ce nouveau modèle économique impacte les pratiques de gestion des déchets**,
- Identifier les **opportunités régionales en matière de développement économique**,
- => Contribuer à une stratégie/feuille de route régionale plus globale en matière d'économie circulaire.

S'inspirer des démarches existantes

- Pour avoir été initiées par la réglementation, comme les **filières de responsabilité élargie des producteurs** :
 - Obligation faite aux metteurs sur le marché de **pourvoir ou de contribuer** à l'élimination des déchets qui en proviennent,
 - Mise en œuvre par des **éco-organismes**, sociétés agréées par l'État pour répondre à un cahier des charges,
 - Collecte des **contributions financières** versées par les producteurs sur la base d'un barème dit amont et les reversant en fonction de **performance de collecte et de tri**,
- Ou bien volontairement par des **acteurs pionniers** :
 - En raison de l'**existence d'une demande ou d'un marché** pour une matière (exemple : métaux, terres rares / métaux stratégiques, etc.),
 - D'un **engagement volontaire** (exemple : déchets issus de l'agrofourriture),
 - Ou pour **apporter des réponses à des acteurs locaux pour la gestion de déchets difficiles à valoriser** (exemple : sédiments de dragage/curage).

Pour les appliquer à des flux stratégiques du territoire

- **Connaître les flux de matériaux** (matière première, déchets) en région,
- Promouvoir la **prévention des déchets** par l'éco-conception des produits, la réparation et le réemploi,
- **Appréhender les besoins des metteurs sur le marché** pour définir une offre de matières recyclées,
- Accompagner des **démarches portées par des acteurs professionnels** sur des filières à enjeux (quantité, dangerosité, etc.),
- Réfléchir aux actions permettant de **dépasser certains freins**, dont économiques ou technologiques,
- Animer une **dynamique d'acteurs et de territoires autour de ces initiatives**.

Une traduction opérationnelle de ces grands principes proposée par le Conseil régional

- Organisation d'un premier atelier de travail pour **identifier certaines filières stratégiques** : Biodéchets, Bois B, BTP (*flux à préciser*), Plastiques, Terres rares et métaux stratégiques, Textiles et Sédiments,
- Réflexions par filière en **atelier thématique sur les actions** de nature à faire émerger ou à consolider ces filières (première quinzaine de **novembre 2017**),
- **Rédaction par les parties prenantes d'une filière d'un plan synthétisant ces réflexions** (novembre 2017),
- **Présentation de ces travaux pour la Commission consultative d'élaboration et de suivi** de décembre 2017.

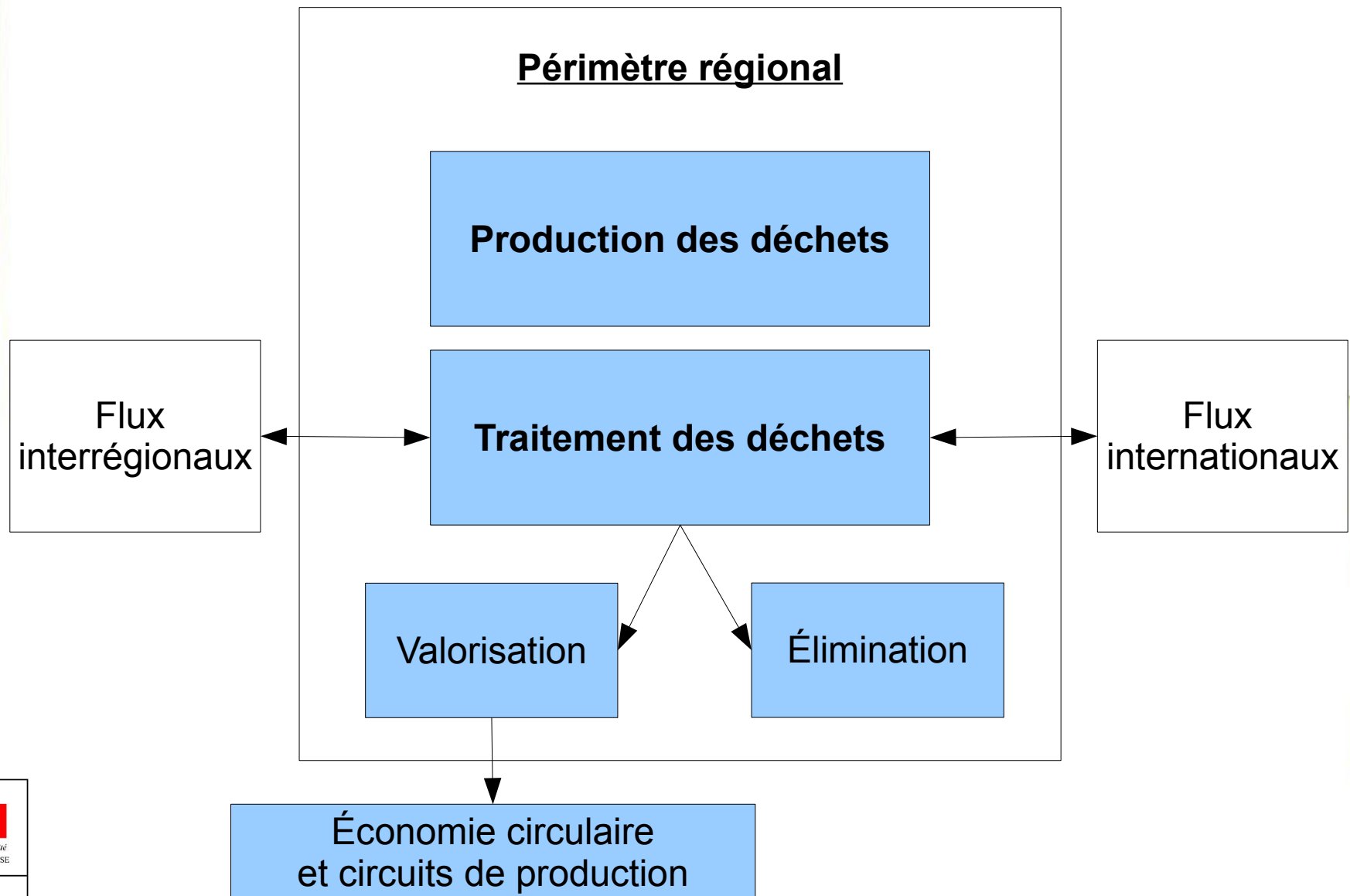
Éléments de synthèse de l'état des lieux



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

La connaissance des flux de déchets

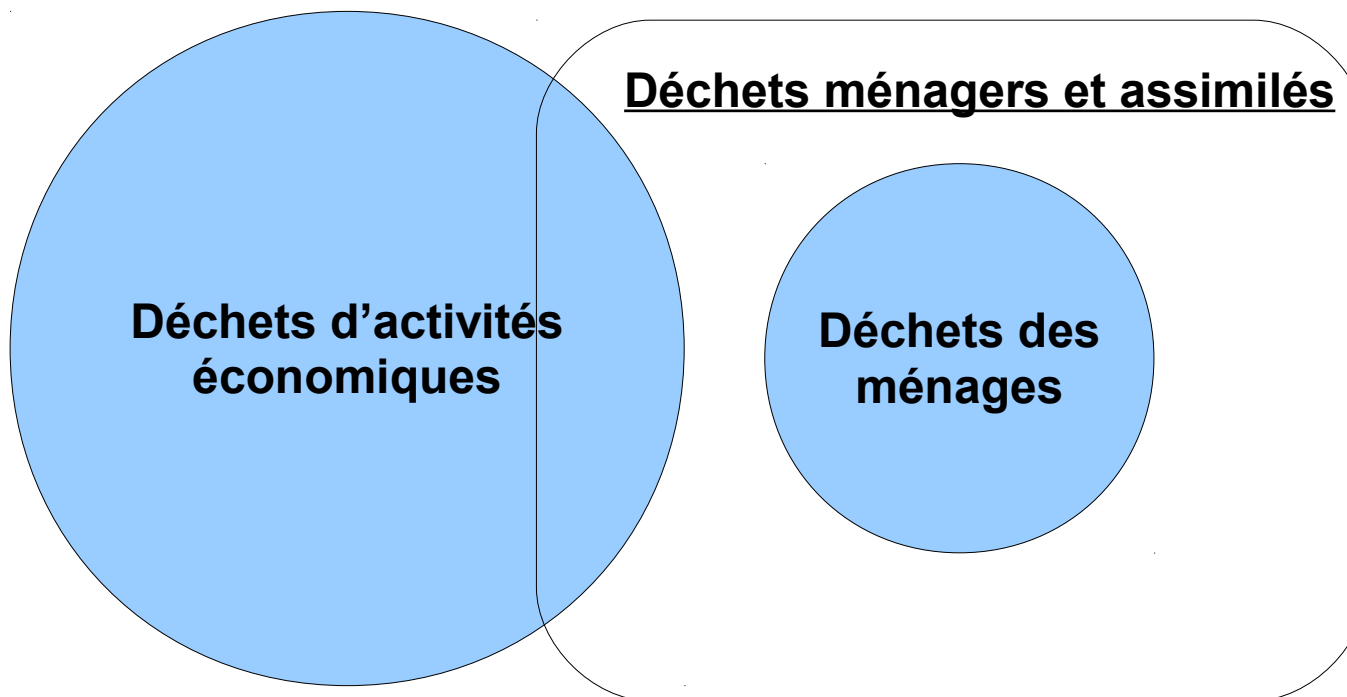


La production des déchets



PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

Éléments de contexte



Connaissance parcellaire basée sur des estimatifs :

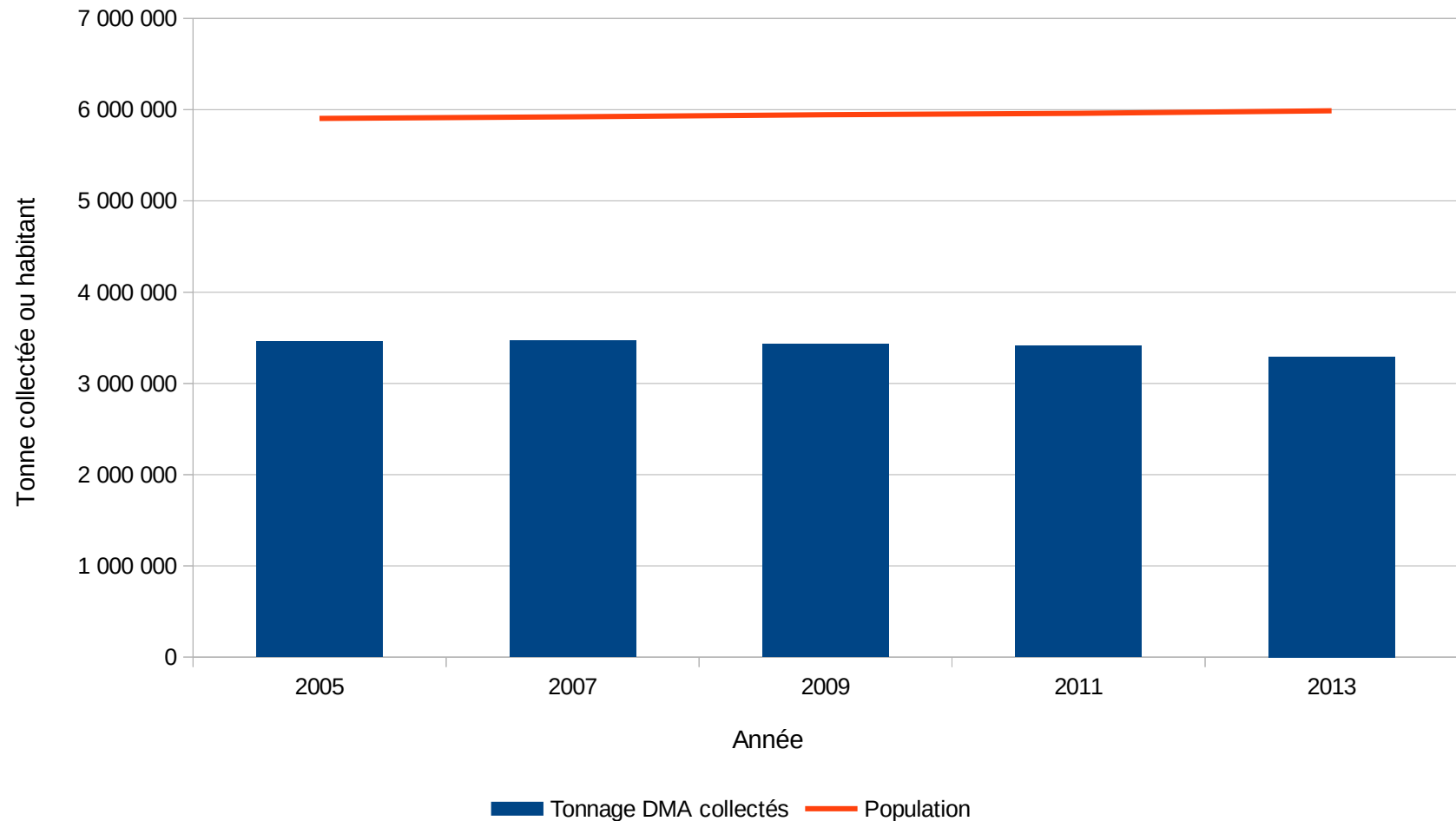
- Estimation par des ratios nationaux,
- Capitalisation des enquêtes existantes (INSEE, DGE)
- Données des chambres consulaires
- Données des filières REP

Meilleure connaissance grâce :

- Enquête collecte de l'Ademe
- Données des filières REP
- Données des collectivités territoriales

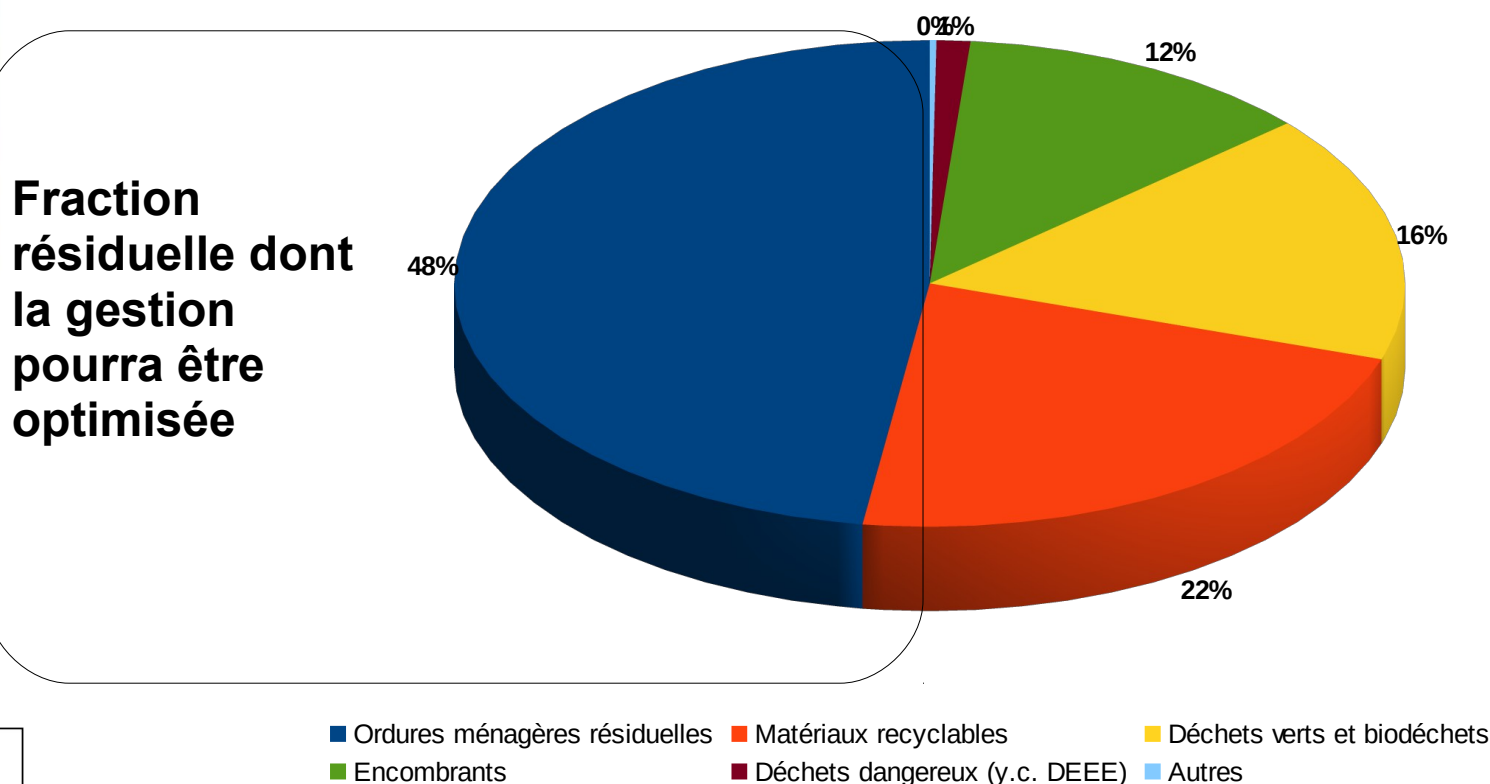
Focus sur les déchets ménagers et assimilés (1/5)

La collecte des déchets ménagers et assimilés (Source Ademe/Sinoe) :



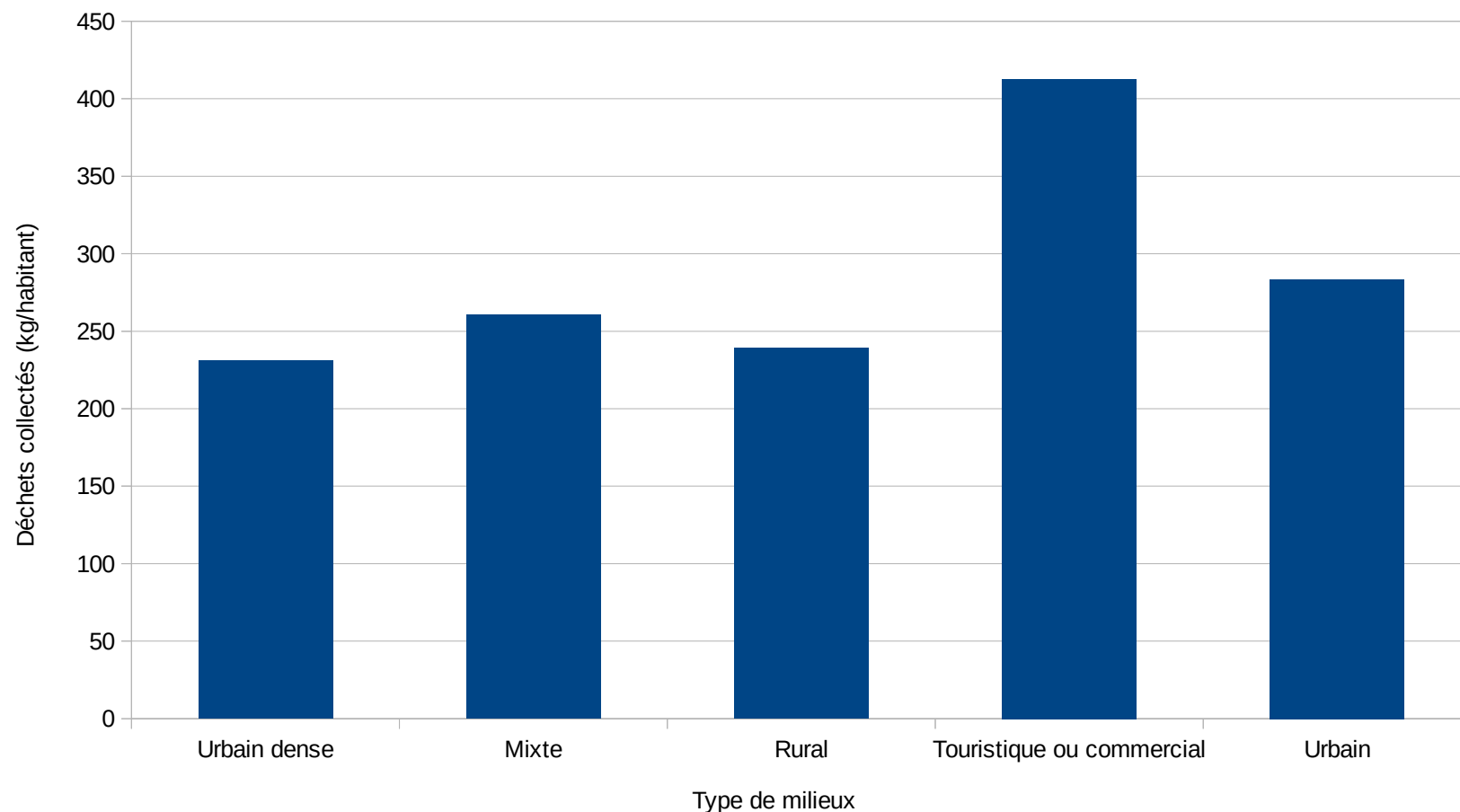
Focus sur les déchets ménagers et assimilés (2/5)

La composition des déchets ménagers et assimilés en 2015
(Source Ademe/Sinoe) :



Focus sur les déchets ménagers et assimilés (3/5)

**La variabilité de la production des déchets selon les territoires
(Source Ademe/Sinoe) :**



Focus sur les déchets ménagers et assimilés (4/5)

**Le recyclage des déchets d'emballages ménagers en 2015
(Source Ademe/Sinoe/Eco-Emballages et Adelphe):**

Type d'emballage	Tonnage collecté (t)	Performance régionale (kg/hab)	Performance nationale (kg/hab)
Acier collecte sélective	13 171	2,19	1,44
Acier mâchefers	16 970	2,82	0,26
Aluminium collecte sélective	969	0,16	0,12
Aluminium mâchefers	2 240	0,37	0,26
Cartons	71 987	11,96	11,18
ELA	3 169	0,53	0,54
Bouteilles et flacons plastiques	36 237	6,02	3,87
Verre	214 236	35,58	28,59

Focus sur les déchets ménagers et assimilés (5/5)

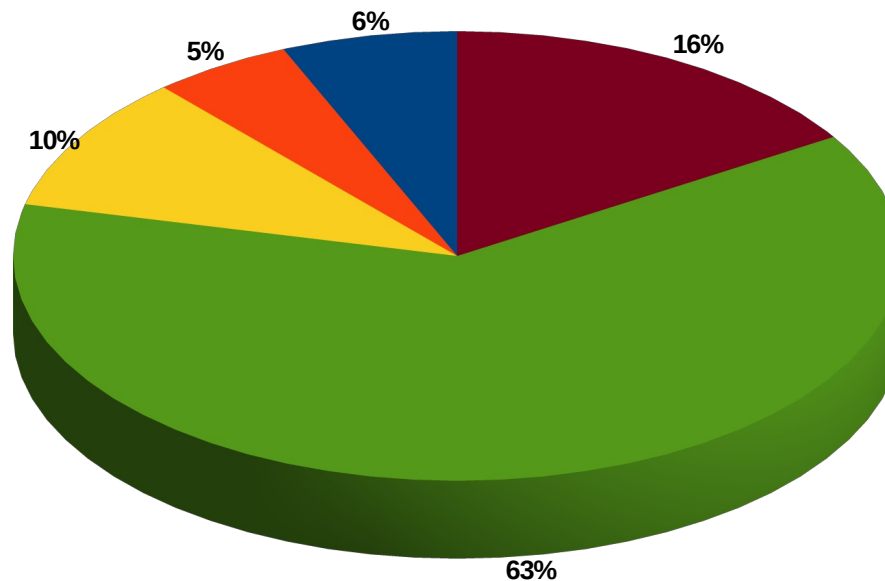
**Les schémas de collecte des déchets d'emballages ménagers
(Source Eco-Emballages):**

	Multimatériaux ⁶	Papiers / Emballages ⁷	Fibreux ⁸ / Non Fibreux ⁹
02	97%	3%	
59	100%		
60	68%		32%
62	91%	9%	
80	39%	14%	47%
HAUTS-DE-FRANCE	87%	4%	9%

64 % des poubelles sont de couleur jaune, 14 % de couleur bleu et 22 % d'une autre couleur.

Cartographie des activités économiques en Hauts-de-France

- 417 687 établissements au 31 décembre 2014 en Hauts-de-France (source [INSEE](#))



- Agriculture, sylviculture et pêche
- Industrie
- Construction
- Commerce, transports et services divers
- Administration publique, enseignement, santé et action sociale

Production des déchets d'activités économiques (1/2)

- **Méthode des ratios :**
 - Données Eurostat sur la production des déchets d'activités économiques (<http://ec.europa.eu/eurostat/data/database>),
 - Données INSEE sur le nombre d'emploi dans chaque domaine d'activités,
 - => Estimation de ratios de production par salariés par type d'activités,
 - => Données sur l'emploi en région,
 - => Estimation de la quantité de déchets à l'échelle régionale.

Cette méthode est imparfaite et imprécise. De plus, elle n'informe pas sur la composition des déchets. Elle offre toutefois une première estimation de la quantité de déchets d'activités économiques produits.

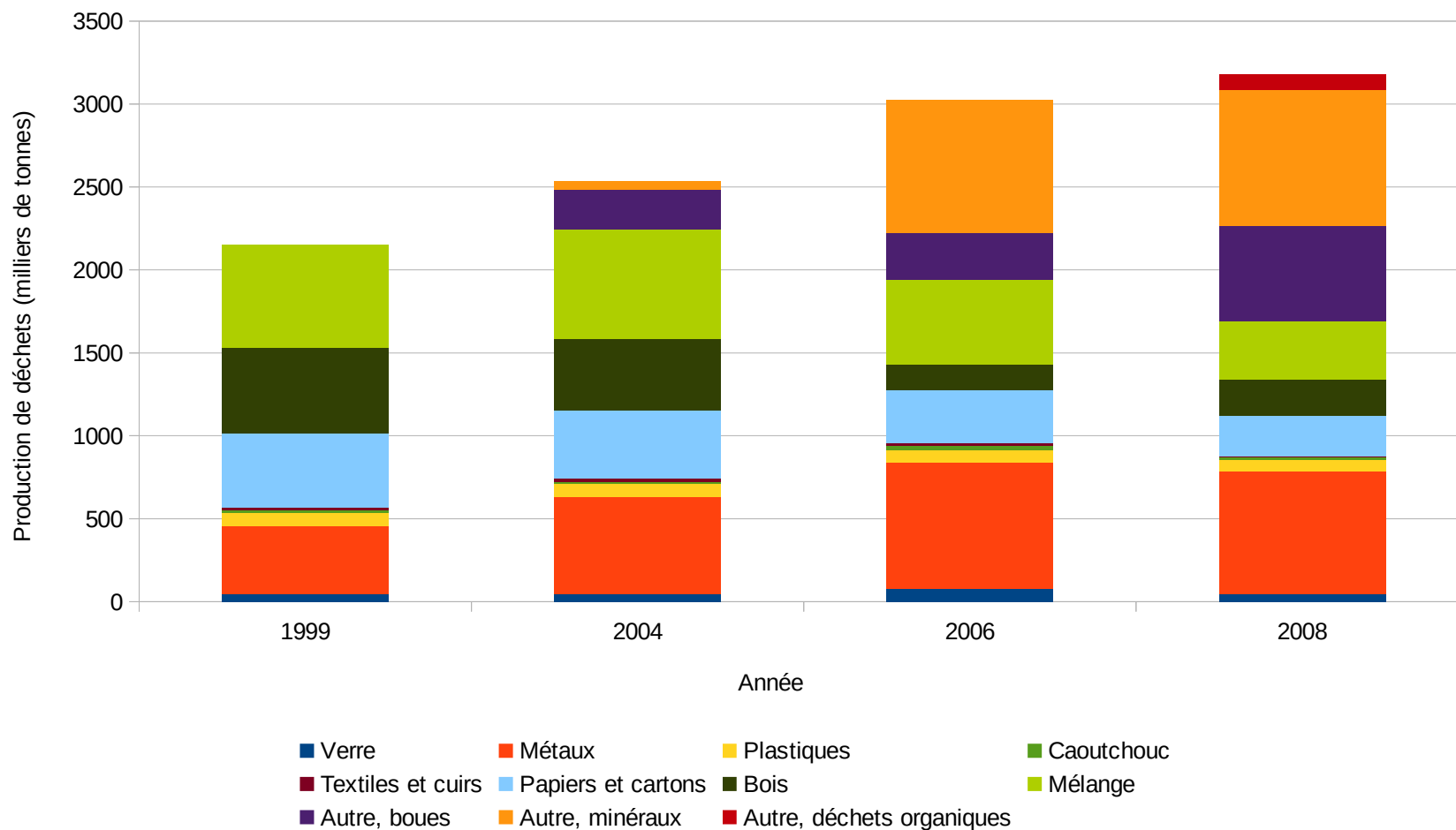
Production des déchets d'activités économiques (2/2)

- **Estimation de la production de déchets d'activités économiques en 2008 :**
 - Emplois en Hauts de France en 2008 (Insee) :
 - Agriculture = 51 880,
 - Industrie = 359 647 ,
 - Services et commerces =801 242,
 - Construction = 127 977.

Cette structuration conduirait à une production totale de déchets d'activités économiques d'environ **26 Mt en 2008** dont plus de 20 Mt dans le domaine de la construction (*donnée à consolider*).

Focus sur les établissements industriels et commerciaux

Enquêtes sur les déchets non dangereux des établissements industriels et commerciaux (source Ademe et DGE) :



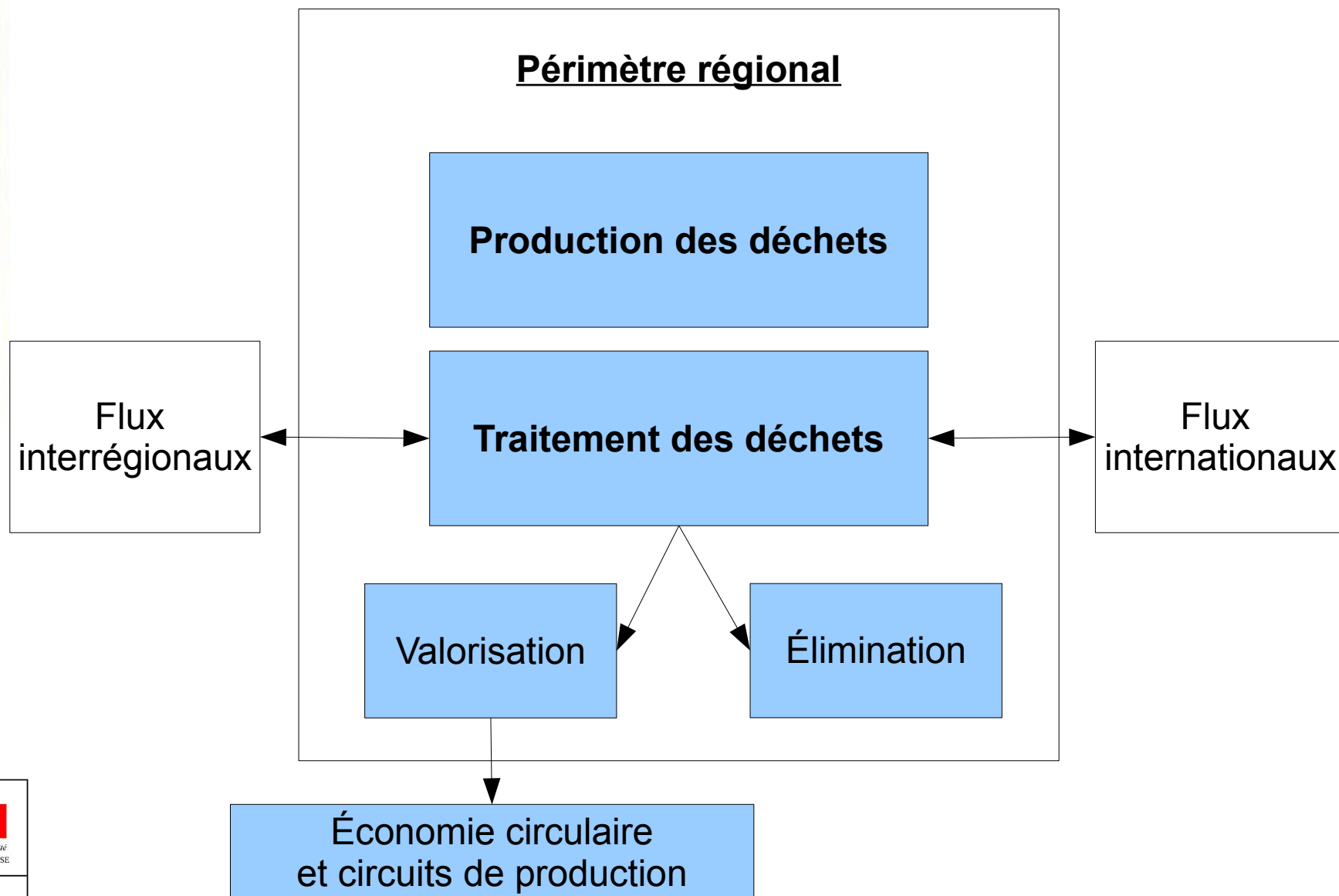
Données non comparables du fait de l'évolution du périmètre des enquêtes.

Le traitement des déchets



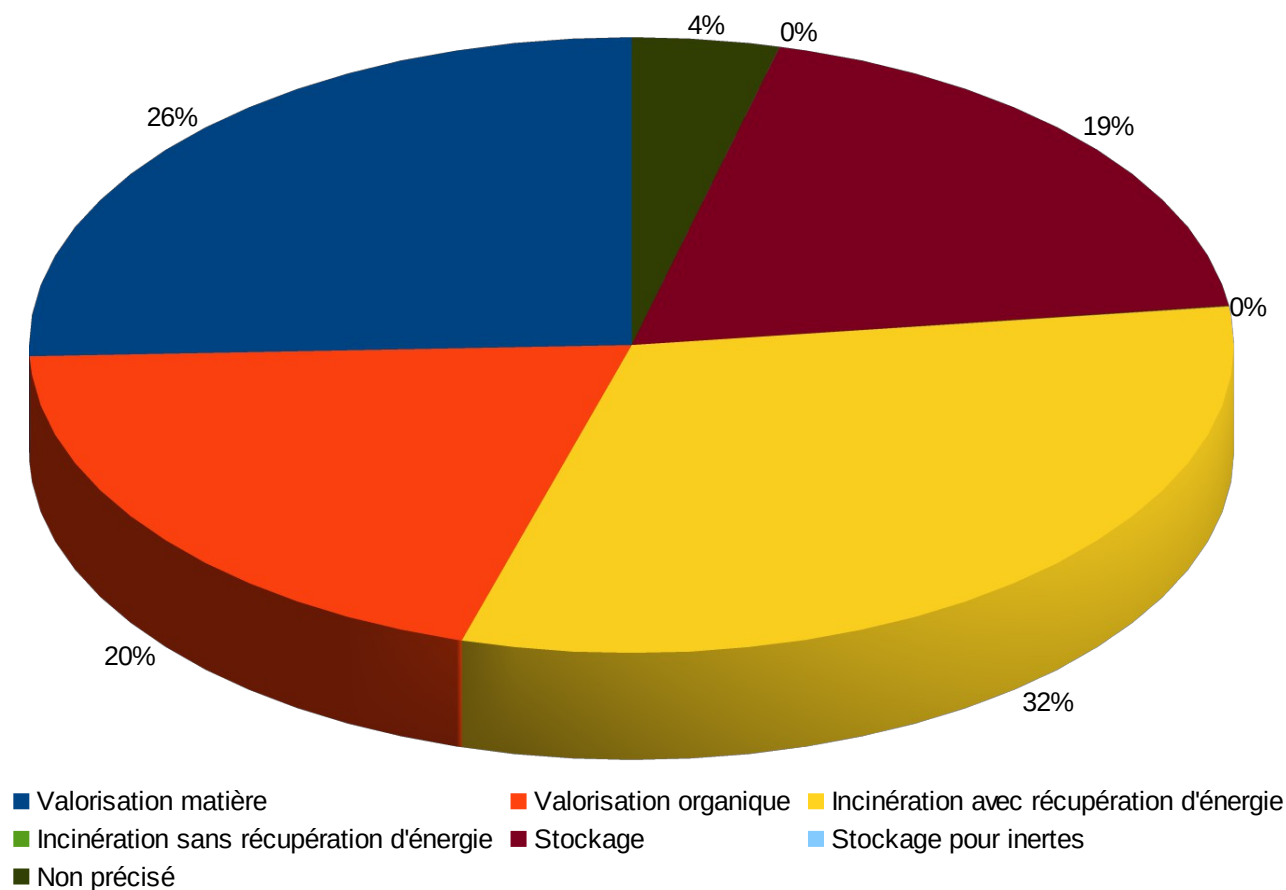
PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE

Éléments de contexte



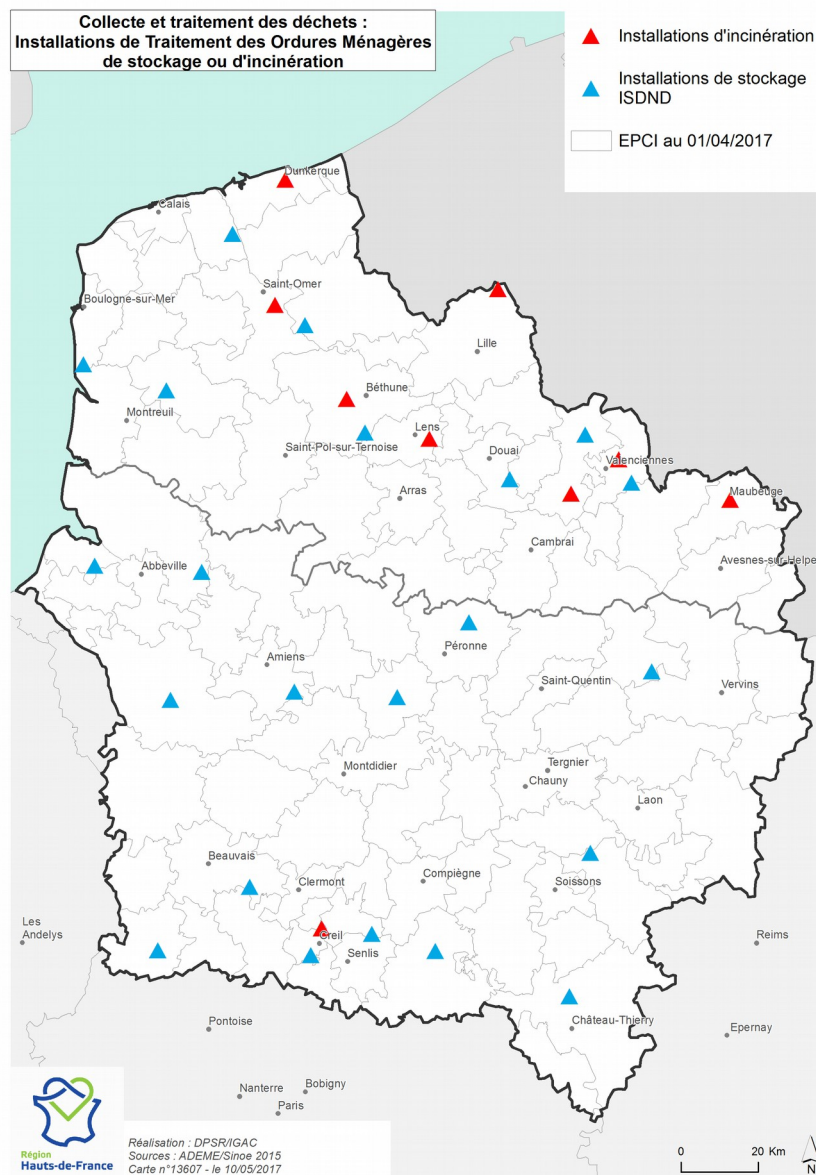
Traitement des déchets ménagers et assimilés

- Traitement des déchets ménagers et assimilés en 2015 (source SINOE/Ademe) :



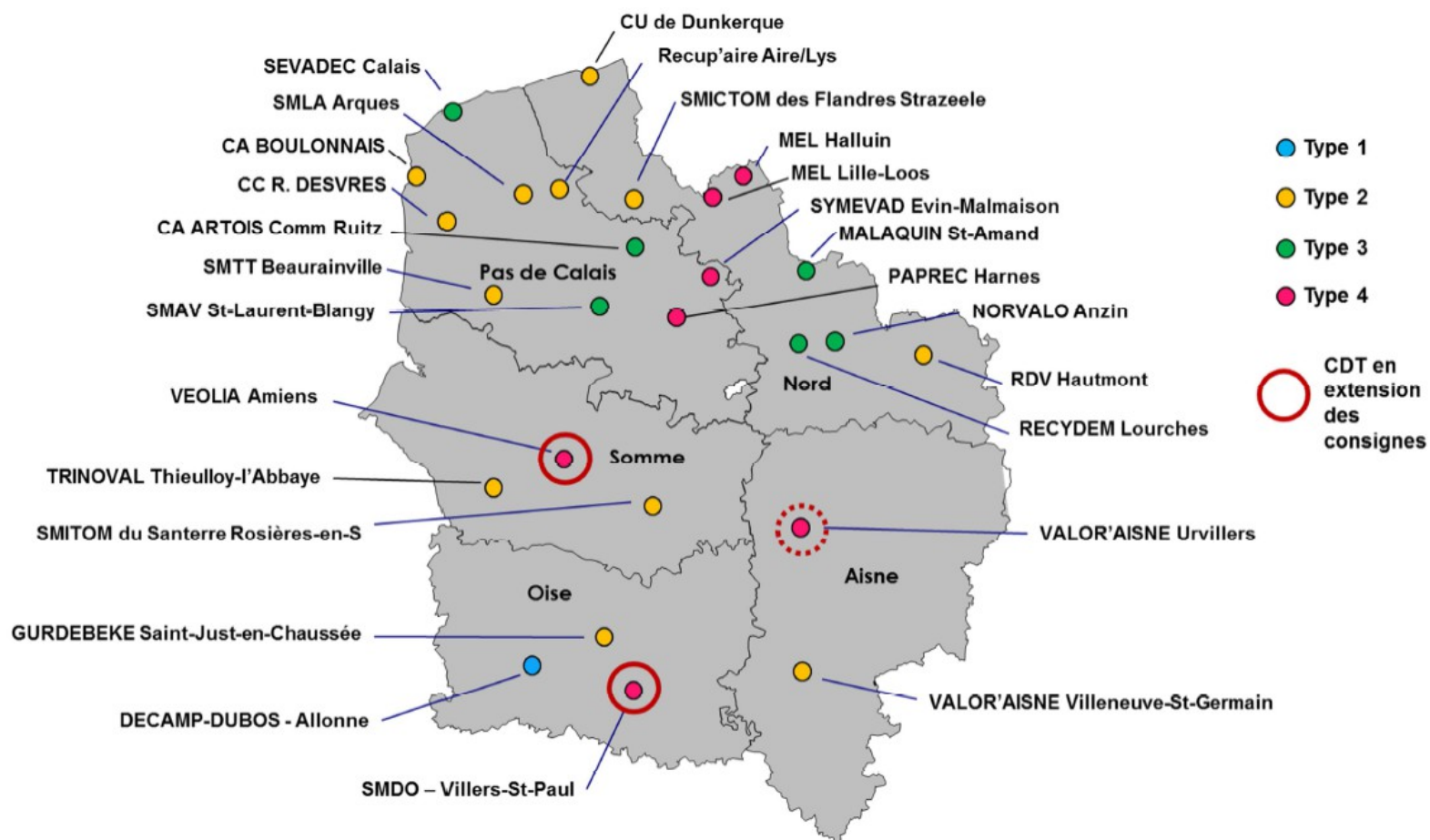
État des lieux des installations existantes (1/2)

- Installations de stockage et d'incinération des déchets non dangereux (source Ademe / Conseil régional) :



État des lieux des installations existantes (2/2)

- Centres de tri de déchets d'emballages ménagers (source Eco-Emballages 2017) :



Limitation des capacités d'élimination des DNDNI

- Un objectif introduit par la loi TECV (2015-992) et décliné par le décret n° 2016-811,
- Concernant les déchets non dangereux non inertes,
- Se déclinant de manière différenciée en fonction du type de traitement :
 - - 30 % en 2020 et - 50 % en 2025 pour le stockage,
 - - 25 % en 2020 et - 50 % en 2025 pour l'incinération ne pouvant être qualifiée de valorisation énergétique.

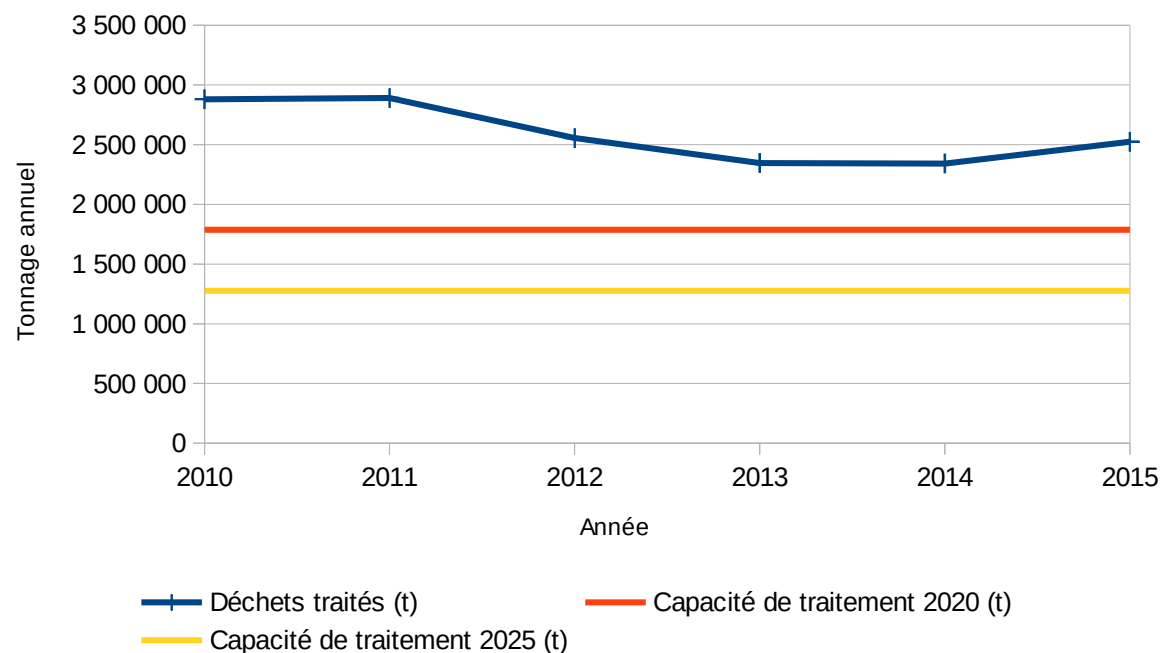


Limitation des capacités d'élimination des DNDNI

- Des exemptions pour l'incinération :
 - Celles qui ont une performance énergétique supérieure au seuil R1,
 - Celles qui font de la production d'énergie à partir de CSR (2971),
 - Celles qui font de la combustion et qui accueillent des déchets de biomasse (2910).
- Ces limitations ne concernent pas les déchets produits en situation exceptionnelle (fréquence de retour > 10 ans),
- Principe de solidarité des territoires infra-régionaux.
- **Si les capacités d'élimination disponibles en 2025 sont supérieures à la moitié des quantités admises en 2010 => interdiction de construire de nouvelles installations ou d'étendre les capacités de traitement.**

Limitation des capacités d'élimination des DNDNI

- Analyse en cours :
 - Déchets traités en 2010 : 2 880 278 t,
 - Objectifs 2020 et 2025 : 2 009 965 t et 1 425 131 t,
 - Capacité autorisée en 2015 : 3 189 700 t (à poursuivre jusqu'à 2025).



Plan régional de prévention et de gestion des déchets

Un outil de planification au service de l'économie circulaire



Crédit photo : Arnaud Bouissou/MEEM

Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
Hauts-de-France

www.developpement-durable.gouv.fr